

ministre des Travaux publics firent la même chose. Eux aussi se retirèrent à l'écart ; mais trois jours après, ils revinrent également repentants, soumis et domptés. Mais aujourd'hui, M. l'Orateur, il ne s'agit plus d'un seul ministre, ou de deux ministres qui se seraient retirés à l'écart ; ce sont sept membres de l'administration qui en sont sortis—dirai-je dans un moment de faiblesse ? Oui—et il n'y a aucune autre raison à donner si l'on en juge par l'aveu de l'honorable monsieur—dans un moment de faiblesse, et ils sont tous revenus au bercail. Mais je dois donner à César ce qui appartient à César. Ils ont montré dans la présente occasion un esprit de persévérance dans leur opposition que leurs collègues avant eux n'ont pas montré. Ils sont restés à l'écart, dans les ombres froides, pendant dix jours ; mais trouvant le froid trop rigoureux pour eux, ils sont eux aussi, revenus adoucis, soumis et repentants.

Or, M. l'Orateur, vu le résultat, il n'est pas mal à propos pour nous de rechercher les causes qui ont produit cette crise. Il n'est pas mal à propos de rappeler les paroles prononcées d'abord par l'honorable ministre des Finances, lorsqu'il donna à la Chambre les raisons qui avaient engagé lui et ses collègues à choisir la ligne de conduite qu'ils avaient adoptée. Il a déclaré que, après la mort de sir John Thompson, lorsque le premier ministre actuel, sir Mackenzie Bowell, fut appelé à former un cabinet, lui et ses collègues consentirent à la vérité à servir sous ce dernier, bien qu'avec beaucoup d'hésitation ; que les événements ont plus que justifié ces hésitations ; qu'ils ont fait voir que, bien que les sept démissionnaires eussent donné au gouvernement l'appui de leurs vastes intelligences, le résultat n'avait pas répondu à leur attente ; qu'ils n'ont pas obtenu le degré de succès qu'ils avaient raison d'attendre de leurs efforts ; que, par suite, fatigués de lutter en vain pour un gouvernement faible, ils avaient cru devoir démissionner, et qu'avant d'adopter cette ligne de conduite, ils avaient, à diverses reprises, suggéré au premier ministre qu'il ferait bien d'abandonner le commandement.

Mais le premier ministre fit la sourde oreille. Il ne voulut pas écouter, ou il ne voulut pas, dans tous les cas, acquiescer à cette suggestion, et s'obstina à rester à son poste. Ses collègues adoptèrent alors la seule ligne de conduite qu'ils eussent à adopter, et qui était de démissionner en corps. Ils désiraient avoir un gouvernement fort—

Un gouvernement dont le chef pût compter sur la confiance de tous ses collègues, pût convaincre le parti libéral-conservateur que ses membres les plus influents étaient à sa tête, et persuader le pays qu'il avait un gouvernement uni et capable de gouverner.

C'est la raison pour laquelle ces messieurs se sont retirés à l'écart. Ils ont démissionné parce qu'ils voulaient avoir un gouvernement le plus fort possible, afin de persuader le parti libéral-conservateur qu'il avait à sa tête les plus forts éléments dont il pouvait disposer, et, ce qui n'était pas la plus faible raison, "pour convaincre le pays qu'il avait un gouvernement uni et capable de gouverner". Tel fut l'objet des sept démissions en question.

Or, qu'arrive-t-il aujourd'hui, M. l'Orateur ? Le résultat fait voir que la source de la faiblesse du gouvernement ne résidait pas tant dans le chef du cabinet que dans les collègues du premier ministre. La direction du cabinet est encore entre les mains

M. LAURIER.

de celui qui en était investi il y a huit jours ; mais ce sont les collègues du premier ministre qui ont acquis une nouvelle force. Six des ministres récalcitrants sont revenus au bercail. L'un de leurs collègues, il est vrai, n'est pas rentré dans le giron ; toutefois, grâce à l'entrée au ministère de sir Charles Tupper, le gâteau reste dans la famille, quand même. Dans la personne de sir Charles Tupper, les collègues du premier ministre acquièrent un élément de force réelle ; car le nouveau ministre est un homme de valeur. Et peut-être, enfin, cela aura-t-il pour effet de donner quelque peu de vigueur au chef du cabinet qui s'est montré jusqu'ici vacillant.

Je vous le demande, M. l'Orateur, en présence de ce qui vient de se dérouler à nos yeux, le résultat acquis justifie-t-il le scandale des procédés auxquels on a eu recours ? L'honorable député qui, je le présume, va maintenant reprendre son poste de leader de la Chambre, peut-il nous affirmer que le gouvernement ait à sa tête un chef qui commande la confiance de ses collègues ? J'en doute fort. Est-ce bien là un cabinet dont le chef puisse convaincre le parti libéral-conservateur qu'il "possède à sa tête les éléments les plus forts", qu'il ait "un gouvernement uni, capable de gouverner" ? S'il est quelque chose qui a du frapper le pays, s'il est une conviction qui règne aujourd'hui dans l'esprit public, c'est que le cabinet se compose d'une bande de machinateurs, d'intriguants, de conspirateurs, dont le seul lien est le ciment du pouvoir, et dont l'unique but, le seul objectif est la satisfaction de leur égoïsme et leur agrandissement personnel.

La conviction qui domine l'esprit public, en ce moment, c'est que les honorables membres de la droite peuvent tout sacrifier sans exception aucune, honneur, amis, convictions, principes, pourvu que cela leur assure la conservation des positions dont ils ont si longtemps abusé.

En effet, M. l'Orateur, que voit-on aujourd'hui ? Il a huit jours à peine, dans cette enceinte même, nous entendions la parole censée autorisée d'un honorable ministre au sujet des causes qui avaient provoqué la résignation de ses collègues, et voilà qu'aujourd'hui on nous déclare que c'est une tout autre cause qui a déterminé ces démissions.

Je le dis avec regret, M. l'Orateur, mais enfin voici qu'à la portée de l'oreille de l'honorable ministre qui en ce moment dirige la Chambre, on vient déclarer que les raisons de la démission de ses collègues, qu'on nous avait alléguées à cette époque, ne sont pas les véritables motifs de leur démission ; mais que l'origine des difficultés remonte au mois de juillet dernier, époque à laquelle l'honorable M. Angers se retira du cabinet, refusant depuis de rentrer au giron. Telle est la véritable cause de la crise, cause que nous connaissions déjà depuis longtemps. Et nous savions parfaitement bien que le cabinet était divisé au sujet de la question qui le divise encore actuellement.

Enfin, M. l'Orateur, avons-nous un cabinet complet ? Non, loin de là ; nous sommes toujours en présence du même cabinet-croupion. Laissons donc les honorables messieurs et leurs collègues ainsi que leurs partisans, aux réflexions qui ne doivent pas manquer de surgir en ce moment dans leur esprit.

J'ajouterais un dernier mot. J'ai souvenance d'une commotion politique, qui à une certaine